



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 28/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANGEON ET FILS

Chemin de la Palud
Grande grange
84100 Orange

Références : D-0210-2026

Code AIOT : 0006400398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement GRANGEON ET FILS implanté La Costière du Coudoulet Route de Jonquières 84100 Orange. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANGEON ET FILS
- La Costière du Coudoulet Route de Jonquières 84100 Orange
- Code AIOT : 0006400398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société DELTA DÉCHETS a exploité entre 1994 et mai 2019 le centre de stockage de déchets non dangereux du Coudoulet à Orange. Cette activité de stockage relève du régime de l'autorisation environnementale ; elle a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 24 juin 1994, abrogé et remplacé par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1998 modifié.

Parallèlement à son activité de stockage, la société DELTA DÉCHETS a mis en service en septembre 2015 un centre de tri, transit, regroupement de déchets d'activité économiques. Cette activité qui relève du régime de la déclaration a été vendue à la société PAPREC GRAND Est le 1er avril 2019 (déclaration de changement d'exploitant en date du 3 octobre 2019).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installation de traitement des lixiviats - Récolement VI du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rapports annuels - Récolement Vi du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Installation Biogaz - Entretien - Récolement VI du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Modification traitement	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des eaux pluviales			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financière - Récolement VI du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 6	Sans objet
2	Périmètre installation biogaz - Récolement VI du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 1	Sans objet
5	Programme de suivi post-exploitation - Récolement VI du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 7	Sans objet
7	Eaux souterraines - Récolement VI du 06/05/2025	Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article Annexe 1	Sans objet
9	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux suites de la visite d'inspection précédente du 06/05/2026. Toutefois, des compléments sont attendus de la part de l'exploitant.

De plus, un contrôle a également été réalisé conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Des justificatifs et actions correctives sont formulées dans le cadre de cette inspection.

Enfin, le système de traitement des eaux pluviales mis en place au niveau du bassin Nord doit être justifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financière - Récolement VI du 06/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 6				
Thème(s) : Autre, Renouvellement des garanties financières				
Prescription contrôlée :				
Le tableau de l'article 14 - Montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1998 modifié est remplacé par le tableau suivant :				
Période			Montant HT	Montant TTC
2020	à	2024	1 116 842 €	1 340 210 €
2025	à	2029	903 184 €	1 083 821 €
2030	à	2034	850 742 €	1 020 890 €
2035	à	2039	844 332 €	1 013 198 €
2040	à	2044	760 789 €	912 947 €
2045	à	2049	731 214 €	877 457 €
[...]				
Constats :				
Lors de la visite d'inspection du 06/05/2025, l'exploitant n'avait pas renouvelé les garanties financières.				
Post-inspection, par courriel du 03/07/2025, complété par courriel du 10/12/2025, l'exploitant a transmis son acte de cautionnement actualisé pour la période du 25/06/2025 au 31/12/2029.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Périmètre installation biogaz - Récolement VI du 06/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 1	
Thème(s) : Situation administrative, Identification parcelle G907 pour partie	
Prescription contrôlée :	
[...]	
Les installations autorisées sont situées sur la commune d'Orange sur les parcelles suivantes :	

Les installations autorisées sont situées sur la commune d'Orange sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Orange	G	492, 501, 502, 503, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 517, 518, 528, 530, 731, 811, 812, 814, 868, 907 pour partie, 1064, 1074 et 1081

Constats :

Rappel de la demande de justificatif formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025 :

L'exploitant doit :

- expliquer les modalités de traitement du biogaz suite à l'arrêt du contrat de gestion avec Dalkia,
- justifier du devenir de la plateforme de valorisation du biogaz. En cas de cessation et avant tout démantèlement de la plateforme, il doit transmettre un porter à connaissance qui sera instruit afin d'accorder le démantèlement.

Post-visite du 06/05/2025, l'exploitant a transmis par courriel du 28 août 2025 un porter à connaissance relatif à une demande de modification du mode de traitement du biogaz.

Aussi, un arrêté préfectoral complémentaire signé le 13 avril 2026 acte :

- la mise à jour des parcelles où sont situées les installations autorisés,
- la mise à jour du tableau de nomenclature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/05/2021,
- les modalités de suivi de la destruction du biogaz,
- l'arrêt de la plateforme de valorisation du biogaz (démantèlement de l'unité).

Par courriel du 19/05/2026, l'exploitant a fait part d'erreurs présentes dans le tableau parcellaire mentionné à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire susmentionné (les parcelles n°1149 et 1183 ne seraient pas dans l'emprise du site). L'exploitant doit étayer sa demande par un tableau comparatif des modifications avant/après et en illustrant à partir d'une carte parcellaire le périmètre du site par rapport aux sites voisins dont PAPREC Méditerranée et EPCO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les corrections à apporter dans le tableau parcellaire de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 13 avril 2026 en précisant par un tableau comparatif des modifications avant/après et en illustrant à partir d'une carte parcellaire le périmètre du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'unité de traitement comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une pompe de transfert de lixiviat, - un bioréacteur anoxique 80 m3, - un bioréacteur aérobique de 80 m3, - un système de filtration membranaire UF, - une cuve de 25 m3 de substrat carboné, - deux tours de charbon actif, - un automate de commandes et d'alarmes in situ et un contrôle déporté permettant de contrôler et piloter à distance l'installation. Les alarmes générées par l'automate sont automatiquement renvoyées sur le téléphone d'astreinte de la société sous-traitante en charge de l'exploitation de l'installation. [...]
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel de la demande de justificatif formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025:</u> <i>L'exploitant doit transmettre une copie du contrat de gestion de cette unité de traitement des lixiviats signé avec la société Serpol.</i></p> <p>Post-inspection du 06/05/2025, l'exploitant a transmis par courriel du 30/06/2025 la proposition de traitement des lixiviats, signée avec SERPOL (proposition N°18641 d'avril 2020). Cette proposition d'une durée de 5 ans soit jusqu'en décembre 2025 permet de renouveler 2 années de plus. L'exploitant a précisé dans un second mail devoir prolonger la proposition d traitement des lixiviats avec la société SERPOL.</p> <p><u>Constat du 05/05/2026 :</u> L'exploitant a précisé que l'unité de traitement n'est plus en service en raison d'une quantité de lixiviats très faible. Aussi, au vu du faible volume produit, SERPOL ne souhaite pas renouveler le contrat (le traitement n'est plus rentable à ce stade). Le projet de l'exploitant est donc d'envoyer les lixiviats en STEP industriel.</p> <p>Sur site, l'unité de traitement semble à l'arrêt et le bassin lixiviats est à moitié plein selon les dires de l'exploitant (des lignes grisâtres sont effectivement apparentes au dessus de la ligne d'eau actuelle démontrant les niveaux hauts pouvant être atteints). L'exploitant précise que le bassin est sec l'été et qu'actuellement, le bassin est essentiellement rempli d'eau de pluie du fait de son statut ouvert. Aussi, pour éviter ces intrusions d'eaux pluviales, l'exploitant souhaite stocker les lixiviats produits directement dans la bâche de 500m³ existante à proximité (pour l'unité de traitement SERPOL).</p>

<p>L'inspection a expliqué à l'exploitant qu'il doit dans ce cas précis :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre un porter à connaissance justifiant l'arrêt de l'unité de traitement des lixiviats via le procédé de SERPOL et expliquant le nouveau mode de traitement, préciser dans le porter à connaissance le devenir du bassin lixiviats. <p>Post-inspection, par courriel du 20/05/2026, l'inspection a demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier le contrôle du niveau du bassin lixiviats permettant d'éviter tout débordement, transmettre le rapport SERPOL de 2024, préciser l'exutoire des boues traitées lors du fonctionnement de l'unité biologique.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La modification du traitement des lixiviats doit être justifiée (arrêt du contrat avec SERPOL, démonstration de la diminution du volume de lixiviats traités) et le nouveau mode de traitement envisagé nécessite le dépôt d'un porter à connaissance. Le devenir du bassin lixiviats sera également préciser dans ce porter à connaissance.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre le rapport SERPOL de 2024 ainsi que l'exutoire des boues traitées lors du fonctionnement de l'unité biologique.</p> <p>Enfin, le contrôle actuel du niveau de lixiviats dans le bassin pour éviter tout débordement doit être justifié (sonde de niveau, échelle limnimétrique, ...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Rapports annuels - Récolement Vi du 06/05/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel des résultats des contrôles et surveillances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des contrôles et surveillances susvisés sont présentés dans un rapport adressé à l'Inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le rapport est adressé à l'Inspection au plus tard le 31 mars de l'année N+1.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel de la demande d'action corrective formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025:</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre les rapports annuels de l'année 2022 (rapport non transmis) et de l'année 2024 (rapport à finaliser).</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis les rapports annuels de l'année 2022 et 2024.</p> <p><u>Constat du 05/05/2026 :</u></p>

Le rapport annuel 2025 n'a pas été transmis au 31 mars de l'année N+1. L'exploitant explique que ce retard est dû à son laboratoire historique Auréa qui s'est séparé en 2 filiales dont LANAÉ qui est depuis une filiale du groupe CARSO.

Lors de la transmission des rapports d'analyses, l'exploitant aurait décelé des erreurs (problèmes de valeurs pour certains paramètres et erreur d'unités). De nouvelles analyses ont été demandées.

Constats

Rappel de la demande d'action corrective formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025:

L'exploitant doit transmettre les rapports annuels de l'année 2022 (rapport non transmis) et de l'année 2024 (rapport à finaliser).

Constat du 05/05/2026 :

Post-inspection, l'exploitant a transmis les rapports annuels de l'année 2022 et 2024.

Le rapport annuel 2025 n'a pas été transmis au 31 mars de l'année N+1. L'exploitant explique que ce retard est dû à son laboratoire historique Auréa qui s'est séparé en 2 filiales dont LANAÉ qui est depuis une filiale du groupe CARSO.

Lors de la transmission des rapports d'analyses, l'exploitant aurait décelé des erreurs (problèmes de valeurs pour certains paramètres et erreur d'unités). De nouvelles analyses ont été demandées.

L'exploitant doit justifier le retard dans la transmission du rapport annuel 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier sous 15 jours le retard de transmission du rapport annuel 2025 (échanges de mails avec les laboratoires),
- transmettre sous 2 mois le rapport annuel 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Programme de suivi post-exploitation - Récolement VI du 06/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Consistance du programme et annexe 1

Prescription contrôlée :

[...]

Dès la fin d'exploitation, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme

comprend :

° le contrôle du bon état de la clôture et du bon entretien de la végétation présente sur le site ;

[...]

Constats :

Rappel des demandes de justificatifs et d'action corrective formulées à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025 :

L'exploitant doit :

- *mettre en place une clôture côté EPCO,*
- *demander le retrait du matériel stocké par EPCO sur le périmètre de l'ISDND,*
- *informer l'inspection de la réalisation des 2 actions demandées précédemment.*

En cas de demande de modification d'activités, l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article L181-14.

Dans la perspective de remise du rapport de 2024 réalisé par DELTA DÉCHETS, pour les eaux pluviales les lixiviats et les perméats, il conviendrait de compléter le tableau avec l'analyse des différents paramètres manquants, demandés en annexe I et II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux modifié (par exemple, il manque la conductivité, les autres substances dangereuses, certains métaux tels que le cuivre, le nickel, le zinc, etc.).

Le plan des points de suivi du tassement doit être transmis pour les rapports annuels envoyés et ceux à remettre.

Constat du 05/05/2026 :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que des travaux de mise en place d'une clôture, côté EPCO, est en cours.

Les stocks de matériaux d'EPCO présents lors de la visite précédente ont été retirés.

L'exploitant précise qu'EPCO souhaiterait disposer d'une partie du terrain pour stocker son matériel.

Afin d'apporter une réponse sur la faisabilité de ce type d'activité sur un site en post-exploitation et avant la transmission d'un porter à connaissance en bonne et due forme, l'exploitant doit expliquer les modalités de stockage, le type de matériel stocké, la durée et démontrer l'absence d'impacts de ce type de stockage sur le site ICPE.

Par sondage, il a été constaté que le site est bien entretenu (débroussaillage réalisé et absence d'envols).

Le plan des points de suivi du tassement sont bien transmis dans les rapports annuels.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installation Biogaz - Entretien - Récolement VI du 06/05/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Rapport DALKIA

Prescription contrôlée :

Dès la fin d'exploitation, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme comprend :

[...]

° le contrôle des équipements de collecte et de traitement du biogaz (qui s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz) ;

[...]

Constats :

Rappel de la demande de justificatif formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025:

L'exploitant doit justifier de la levée des non-conformités relevées en 2023 au sujet des vérifications foudre et levage/EPI réalisées par SOCOTEC en 2023.

Post-inspection du 06/05/2025:

L'exploitant a transmis par courriel du 27/06/2025 une réponse de DALKIA concernant la levée des non conformités relevées en 2023. Il a été joint à la réponse de DALKIA:

- pour la vérification des installations de protection contre la foudre : le rapport de vérification référencé N35K0240600000000987 et réalisé par SOCOTEC le 19/06/2024. Ce rapport permet de démontrer qu'à part pour l'observation 2 du rapport de 2023, toutes les autres non-conformités mises en évidence par le rapport de 2023 ont été levées puisqu'elles n'apparaissent plus dans le rapport de 2024 (des bons de commandes associés ont été transmis),
- pour les équipement de levage : DALKIA a répondu "avoir jeté les élingues et la sangle" et "sorti la manille du site, puisqu'en l'état elle ne lui servait à rien". Donc, les 4 non-conformités ont été traitées en éliminant les objets concernés de l'installation.

Constat du 05/05/2026 :

Le rapport de 2024 présente d'autres non-conformités (NC). Toutefois, sur site, l'inspection a constaté que l'installation est à l'arrêt et son démantèlement a commencé.

Aussi, la vérification de la levée des NC de 2024 n'est plus nécessaire.

L'exploitant a expliqué que la canalisation « biogaz » 250mm menant à la plateforme de valorisation du biogaz a été fermée et démantelée par ses soins. Il ne connaît pas la date de fin des travaux prévu par DALKIA.

Depuis le 15/06/2025, les torchères sont donc en fonctionnement comme constaté lors de la visite (panache de vapeur sur une torchère, chaleur à proximité et bruit significatif). L'exploitant a précisé qu'elles fonctionnent en alterné tous les jours. Une réflexion est menée pour faire fonctionner les torchères la nuit par soucis d'économie de consommation énergétique. Leur prestataire de contrôle des réseaux biogaz, l'entreprise LES, préconise d'attendre jusqu'à septembre avant de fonctionner la nuit afin de vérifier le bon fonctionnement des torchères. Le rapport d'analyses n° RMT 240731 réalisé par la société LES et annexé au rapport annuel 2024 fait état de la maintenance des 2 torchères (BG500 et BG750) ainsi que du bon fonctionnement de ces dernières en « remarques » (intervention du 31/07/2024). Par courriel du 20 mai 2026, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre le rapport de maintenance réalisé par LES en 2025.

Concernant le contrôle de la qualité du gaz rejeté, l'exploitant a confirmé qu'une demande d'analyse des rejets atmosphériques a été faite auprès de l'APAVE. Sur le sujet, l'exploitant a transmis post-inspection :

- par courriel du 06/05/2026, le contrat de prestation APAVE du 18/03/2026 référencé 3345676.1 (contrôle des rejets atmosphériques de 2 torchères) et signé par l'exploitant le 06/05/2026,
- par courriel du 19/05/2026, le mail de l'APAVE précisant la date de réalisation des contrôles qui est prévue le 25/06/2026.

L'exploitant transmettra sous 2 mois les rapports de contrôle.

De plus, l'exploitant a transmis par courriel du 19/05/2026 le nombre de d'heures de fonctionnement de chaque torchère depuis leur mise en service : BG 500 = 624 heures et BG 750 = 6813 heures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant **transmettra sous 2 mois** :

- les rapports de contrôle des rejets atmosphériques des 2 torchères,
- le rapport de maintenance 2025 réalisé par LES.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2021, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Carte des courbes isopièzes
Prescription contrôlée : Annexe 1 - Contrôles et mesures pendant la période de post-exploitation [...] * Eaux souterraines [...] <i>L'exploitant joint aux résultats d'analyses commentés, [...], ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</i>
Constats : <u>Rappel de la demande de justificatif formulée à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025:</u> L'exploitant doit joindre dans ses prochains rapports et notamment celui de 2024, la carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres. <u>Constat du 05/05/2026 :</u> Dans son rapport annuel de 2024, l'exploitant a rajouté les cartes des courbes isopièzes avec une localisation des piézomètres aux dates suivantes : 21/02/2024 et 12/09/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : En préambule : l'ISDND est en post-exploitation avec un recouvrement des déchets conformément à son arrêté préfectoral. Aussi, les eaux pluviales ne sont pas en contact avec les déchets. L'exploitant a procédé à deux campagnes d'analyses en novembre et décembre 2025 dans le bassin Nord qui est l'exutoire final des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel. La troisième analyse n'a pas été réalisée en raison d'une erreur du laboratoire lors de la fusion du laboratoire LANAE avec CARSO.

<p>Post-inspection par courriel du 06/05/2026, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les deux rapport d'analyses PFAS (cf. constats n°10 et 11), • le mail explicatif du laboratoire d'analyses CARSO justifiant la non réalisation de la 3^{ème} mesures PFAS, en raison d'une incompréhension entre les deux laboratoires. Le laboratoire CARSO a donc transmis un devis pour la réalisation de cette 3^{ème} mesure.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre à l'inspection les résultats PFAS de la 3ème mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 2 laboratoires LANAE et CARSO ayant effectués les 2 premières analyses sont bien accrédités COFRAC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé le 21/05/2026 que les rapports d'analyses de novembre 2025 (rapport LANAE / échantillon n° 250017976 prélevé le 18/11/2025) et décembre 2025 (Rapport CARSO / dossier n° LSE25-184993 / échantillon prélevé le 18/12/2025) présentent bien l'analyse des 20 substances PFAS obligatoires, ainsi que celui du paramètre AOF. Le laboratoire a également procédé à l'analyse des 8 substances PFAS listées au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. De même, les limites de quantifications (LQ) ont été contrôlées.</p> <p>Il s'avère que des incohérences ont été décelées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse de novembre 2025 : il manque la mesure du carbone organique et du fluorure. Et, les LQ des substances PFAS ne respectent pas le seuil réglementaire de 100 ng/L. L'exploitant doit transmettre un rapport d'analyse conforme à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023. • Analyse de décembre 2025: il manque la mesure AOF. L'exploitant doit obtenir cette mesure et la transmettre à l'inspection. • Analyses des 8 substances PFAS listées au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 : elles sont manquantes pour les 2 rapports susmentionnés. L'exploitant doit justifier cette absence et corriger le cas échéant. <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, corriger les incohérences mentionnées dans le constat ci-avant.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>
--

N° 11 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé le 21/05/2026 que les résultats des analyses de novembre et décembre 2025 ont bien été renseignés sur GIDAF. Mais, il s'avère que des incohérences ont été décelées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse de novembre 2025 : il manque la mesure du carbone organique et du fluorure. Et, les concentrations renseignées sur GIDAF pour les paramètres PFBS, PFHxS, PFOS et PFBA sont erronées. L'exploitant doit corriger sa déclaration PFAS de novembre 2025 et il doit

<p>être téléversé sous GIDAF le rapport d'analyses.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse de décembre 2025: il manque les AOF. L'exploitant doit obtenir et renseigner cette valeur sur GIDAF. De plus, le rapport d'analyses doit être téléversé sous GIDAF. • 3^{ème} analyse manquante : voir l'explication au constat n°8.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • corriger les incohérences mentionnées dans le constat ci-avant, • téléverser sur GIDAF les rapport d'analyses de novembre et décembre 2025, • transmettre à l'inspection et sur GIDAF les résultats PFAS de la 3ème mesure.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Modification traitement des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46</p>
<p>Thème(s) : Autre, Porter à connaissance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle a été rajouté puisqu'il a été constaté, lors de l'inspection, la présence d'une installation de traitement des eaux pluviales transitant du pré-bassin au bassin Nord. L'inspection a rappelé à l'exploitant que toute modification apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre doit être portée à la connaissance du Préfet conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement. L'exploitant a expliqué que ce système de filtration à double charbon a été mis en place par l'entreprise voisine (centre de tri PAPREC Méditerranée) dont les eaux de voiries se rejettent également dans le pré-bassin et le bassin Nord.</p> <p>Il est donc demander à l'exploitant de justifier cette installation et d'expliquer son fonctionnement ainsi que les impacts potentiels sur la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p> L'exploitant doit justifier la mise en place du système de filtration des eaux pluviales présente entre le pré-bassin et le bassin Nord en expliquant son fonctionnement ainsi que les impacts potentiels sur la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel. </p>
<p> Type de suites proposées : Avec suites </p>
<p> Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant </p>
<p> Proposition de délais : 1 mois </p>